



**DOCUMENTS  
COMMUNISTES**

*[www.documents-communistes.org](http://www.documents-communistes.org)*

## WANG HUI

### NOTRE AVENIR EN DÉBAT :

#### LA POLITIQUE INTELLECTUELLE DANS LA CHINE CONTEMPORAINE

Depuis les années 1990, nous assistons à un débat intense, parmi les intellectuels chinois, sur le passé, la réalité et l'avenir de la Chine. L'incertitude ne porte pas seulement sur ce qu'il est possible d'imaginer pour le futur, mais aussi sur la manière dont il nous est possible de comprendre le passé et le présent. L'intensité du débat démontre que notre compréhension de notre passé et de notre présent reste confuse - le débat va de la réflexion sur les échecs et les réalisations du passé socialiste de la Chine, aux réalisations et aux échecs de la réforme chinoise, en passant par l'histoire entière de la Chine du vingtième siècle. Dans la mesure où le futur est immanent au présent, nous ne pouvons avoir aucune certitude quant à notre avenir tant que nous n'avons pas éclairci les incertitudes concernant notre passé et notre présent. Derrière les discussions sur le développement économique, la réforme politique, la différenciation sociale, la crise de l'environnement et la rénovation institutionnelle, se cache une profonde préoccupation quant à ce que la Chine devrait être.

#### **Où va la Chine?**

La réforme économique de la Chine commencée dans les années 1980 s'est traduite par des progrès considérables, mais elle a également conduit à une re-différenciation sociale. Durant toutes ces années, les intellectuels chinois ont débattu de la façon dont expliquer un tel phénomène contradictoire.

Vers la fin des années 1970, le discours du développementalisme centré sur l'économie néo-classique est progressivement devenu prédominant dans un grand nombre de pays. Défendant les idées de propriété privée, d'économie de marché et de démocratie formelle, ce discours critique par le fait l'interférence étatique et la tradition de l'État providence, et s'oppose à la démocratie populaire ainsi qu'à tout héritage socialiste ; il a transformé le système social dans l'Europe occidentale d'après-guerre en se servant du pouvoir politique du reagano-thatchérisme. Dans la dernière moitié des années 1980, ce courant de pensée s'est fortement propagé dans les pays socialistes. Les idées de propriété privée, d'économie de marché et de démocratie formelle sont devenues les armes les plus puissantes contre le système étatique socialiste axé sur l'économie planifiée et son idéologie. Au cours du processus historique qui a mis un terme à la guerre froide et a engendré la désintégration du système socialiste, le « néolibéralisme » est devenu l'une des méthodologies les plus usitées pour expliquer le processus de réforme en Chine. Après les événements mondiaux de 1989, la presque totalité des interprétations historiques des divers mouvements sociaux et du progrès de la réforme en Chine a été subordonnée au discours dominant du «néolibéralisme». Cependant, celui-ci est incapable de donner une explication satisfaisante de la différenciation drastique des classes, des strates et des régions qui se produit en Chine et dans le monde entier. Il ne peut pas davantage fournir un plan alternatif au modèle de développement qui prend essentiellement forme de l'expansion du marché, et qui est responsable de la crise environnementale et de la désintégration sociale. Dans ces conditions, l'économie de marche du «néolibéralisme» s'est exposée à une résistance énergétique sur de nombreux fronts.

Le discours dominant du «néolibéralisme» est fondé sur l'opposition binaire entre économie de marché et intervention étatique, capitalisme et socialisme, mondialisation et altermondialisation, propriété privée et propriété de l'Etat.

Il recourt à ce schéma dualiste pour interpréter le processus de réforme dans la Chine contemporaine. Cependant, si nous situons dans un processus historique concret les débats des intellectuels chinois contemporains sur l'économie de marché et l'intervention étatique, le capitaliste et le socialisme, la mondialisation et l'altermondialisation, la propriété privée et la propriété de l'État, ce discours dualiste lui-même présente des connotations différentes.

Avant toute chose, la formation du système du marché en Chine inclut deux orientations essentielles : à l'intérieur du pays, en décentralisant les droits et les profits, en protégeant le pouvoir de décision des entreprises, en réformant le système financier et en privatisant, l'État a permis au mécanisme du marché de s'infiltrer dans tous les champs de la vie sociale ;

au niveau international, grâce aux réformes du commerce extérieur et du système financier, l'État a progressivement intégré la Chine dans les rapports marchands mondiaux qui sont gouvernés par l'OMC et le FMI.

Ce processus était lié aux profondes transformations touchant à la structure sociale, et il a également provoqué une grave crise sociale. Dans la seconde moitié de l'année 1988, la réforme des prix a dû être interrompue en raison de l'instabilité engendrée par l'inflation. C'est ainsi qu'on considère souvent l'année 1989 comme un court intervalle dans la réforme urbaine de la Chine. Mais il se trouve que cet intervalle a partiellement coïncidé avec le moment où l'État a rectifié sa politique générale pour faire face au premier cycle de la crise. Cette période est devenue celle de la préparation pour l'expansion du marché à venir. En septembre 1989, la réforme des prix, qui avait été interrompue à deux reprises, fut remise en vigueur. A cette époque, des ajustements majeurs portèrent sur les prix, les taux de change et les taux d'intérêts. L'événement de 1989 et les changements qui en découlèrent démontrent le rapport paradoxal entre l'expansion du marché et l'État. D'un

côté, l'encouragement et le développement du marché sont presque indispensables sans un ajustement des

politiques, un appareil judiciaire et le soutien politique actif de l'État; de l'autre, la dépendance du marché par rapport à l'État est en même temps la prémisses des transactions entre le pouvoir et le marché. C'est dans cette perspective que nous comprenons le rapport historique interne entre les réformes des années 1980 et celles de la période post-1989, et que nous pouvons constater l'existence d'une interaction particulière entre le système socialiste traditionnel et la création du marché - l'expansion du marché dépendait d'un pouvoir «anti-marchand», en l'occurrence, l'intervention étatique, et l'État a surmonté la crise de la légitimité précisément grâce à l'expansion du marché. En ce sens, le dualisme marché/État ne peut expliquer le processus de l'expansion du marché en Chine. L'idée « néolibérale » du retrait de l'État ne peut rendre compte des progrès importants accomplis depuis la réforme grâce à l'efficacité des mesures étatiques concernant les prix et les industries. Elle ne peut pas plus expliquer les imbrications entre les détenteurs du pouvoir et les profits, et la stratification sociale marquée qui s'est produite dans le processus de privatisation à grande échelle des propriétés nationales.

Deuxièmement, depuis la fin des années 1980, les conditions sociales dans lesquelles opérait le régime étatique ont changé de manière si considérable que le système lui-même et les rapports d'intérêts sociaux qu'il représente ont été profondément réformés. Au cours du développement économique rapide de la Chine, les écarts de revenus entre les diverses strates sociales, les groupes et les régions se sont beaucoup creusés, et la population pauvre a augmenté rapidement. Cette transformation historique a rendu l'ancienne idéologie étatique (à savoir l'idéologie socialiste basée sur l'égalité) et les pratiques de l'État extrêmement contradictoires, empêchant ainsi l'État d'accomplir sa fonction idéologique. C'est dans cette situation que le «néolibéralisme» est devenu une nouvelle idéologie dominante.

Ainsi, la dualité traditionnelle socialisme/capitalisme ne peut fondamentalement pas être utilisée comme cadre de référence pour l'analyse historique. C'est uniquement dans ce processus de transformation idéologique que nous pouvons comprendre les phénomènes suivants dans le champ de la pensée: les nouvelles orientations de la critique sociale ont été rejetées et dénoncées comme idéologiquement archaïques, les éléments socialistes embryonnaires dans les mouvements sociaux qui prirent place à la fin des années 1980 et leur rapport interne aux appels à la démocratie ont été étouffés par le schéma de la réforme et de l'anti-réforme, et ainsi de suite.

Troisièmement, les mouvements sociaux qui se sont produits à la fin des années 1980 essayèrent de réaliser l'interaction organique entre la société et l'État à travers la participation populaire. Mais après 1989, le mécanisme d'interaction entre le marché et l'État a remplacé l'interaction entre la société et l'État. Dans le discours du «néolibéralisme», le concept de société est graduellement remplacé par le concept de marché, et l'élément moteur qui a principalement précipité la réforme du système étatique et la transformation de l'appareil judiciaire n'a plus été «la société» ou «la population», mais les marchés nationaux et internationaux. Dans ces conditions, la connotation de «la politique» elle-même a subi une transformation importante: l'État devient le principal organe exécutif veillant à maintenir le système du marché et à reconstruire l'appareil judiciaire conformément aux réglementations de l'OMC. Dans une telle perspective historique, il est nécessaire de reconsidérer le rapport entre mouvement social, crise de la réforme et rôle de l'État. La tendance de la pensée sociale qui s'est développée dans les années 1990 avec le slogan « *réfléchissons au radicalisme* » a remplacé la conception de la démocratie comme régime basé sur la participation populaire par celle d'un régime progressif et formaliste. Il s'en est suivi que la dynamique réelle de la pratique démocratique a été invalidée au niveau théorique et que les mouvements de protection sociale des différents secteurs de la société depuis les années 1990 ont été exclus de la catégorie «démocratie».

Quatrièmement, quand la privatisation devient une tendance, et quand la propriété privée devient un élément essentiel de la réforme de la constitution, il est nécessaire d'établir une distinction historique entre deux formes de privatisation. La première forme est l'économie privée développée à partir des rapports sociaux locaux et des petits marchés (par exemple, les rapports marchands basés sur les relations régionales et les rapports de parenté dans la région du Wenzhou, et l'expansion du marché propulsée par la production de petits articles et la production peu rentable) ; cette forme économique a prouvé sa grande vitalité après la tempête financière de 1997. La seconde forme est la privatisation à grande échelle qui s'est déroulée sous la supervision de l'État, et au cours de laquelle une grande proportion de la propriété nationale a été illégalement perdue ou transférée. La corruption, le chômage à grande échelle, l'injustice sociale, et la désintégration de la sécurité sociale dans la Chine contemporaine sont en grande partie apparus lors de la seconde forme de «privatisation». Il s'agit d'un processus de réforme dominé par l'État, mais sous la forme d'un « retrait de l'État».

### **Redéfinir le néolibéralisme dans le contexte chinois**

Après avoir résumé mon analyse du processus de la réforme, je voudrais apporter quelques éclaircissements sur deux problèmes que j'ai rencontrés dans les débats précédents à la fois en Chine et ailleurs, ainsi que dans certaines analyses des nouveaux développements. Le premier concerne le néolibéralisme dans le contexte chinois et le nouveau réajustement au processus de formulation des politiques pour échapper à son diktat; le second concerne les différences entre les intellectuels critiques et les néolibéraux engagés dans le débat. A la lumière de ces nouvelles précisions, je serai en mesure de me prononcer sur la certitude ou l'incertitude quant à l'avenir de la Chine.

Je voudrais commencer par la question concernant l'usage du terme «néolibéralisme» qui était employé dans le débat intellectuel chinois. Deux arguments s'opposent à l'emploi de ce concept dans le contexte de la Chine contemporaine. Un intellectuel libéral chinois qui a participé au débat entre les prétendues nouvelles gauches et les néo-libéraux affirmait que, dans la mesure où le néolibéralisme est une réaction à la crise des États providences démocratiques ou des social- démocraties occidentales, et dans la mesure où la Chine est un pays socialiste/autoritaire, utiliser ce terme dans le contexte chinois n'allait pas de soi. Un autre économiste d'origine turque me posa également la question suivante lors d'une conférence à laquelle j'ai participé il y a deux ans à Istanbul : le noyau du «néolibéralisme» est le prétendu «consensus de Washington », qui est désigné par les trois mots d'ordre suivants : libéralisation, privatisation et stabilisation. Selon ces normes, la Chine a été perçue comme un pays qui suivait le prétendu modèle asiatique oriental, dans lequel la régulation étatique a joué un rôle très important dans l'économie. En fait, même un économiste comme Joseph E. Stiglitz, qui est un critique implacable du néolibéralisme, oppose en général les résultats de la réforme chinoise à l'échec de la réforme néo-libérale dans les pays d'Amérique Latine. C'est également la raison pour laquelle Joshua Cooper Ramo, l'auteur du *Consensus de Beijing*, affirme que la Chine est l'exception du consensus de Washington. L'idée du consensus de Beijing découle de cette conception, bien qu'il s'agisse d'un concept plus normatif que descriptif. Ces questions méritent une analyse plus poussée.

La première idée que je voudrais faire valoir est que le concept de néolibéralisme n'est pas uniquement employé dans le contexte des pays démocratiques occidentaux dotés d'un système de protection sociale. Après 1989, la Russie d'Eltsine a connu un processus de prétendue «*privatisation spontanée*» sur les conseils d'un professeur de Harvard, que l'on considéra comme un exemple saisissant de néolibéralisme dans un pays post-socialiste. Il est également utile de rappeler ce que de nombreux intellectuels ont souligné, c'est-à-dire que la première grande expérience de la formation d'un État néo-libéral se déroula au Chili après le coup d'État de Pinochet contre le gouvernement social-démocrate de gauche démocratiquement élu et dirigé par Salvador Allende lors du «petit 11

septembre» de 1973. Tous deux ont agi conformément au modèle de l'économie de marché, privatisant les biens publics, ouvrant les ressources naturelles à l'exploitation privée et facilitant l'investissement étranger direct et le commerce sans entrave. En fait, les ressources théoriques d'un grand nombre de «libéraux» auto-désignés en Chine sont parfaitement identiques à celles des néo-libéraux en Amérique latine et en Occident, par exemple F. von Hayek et Milton Friedman. Leurs slogans aussi sont identiques : marchandisation, libre-échange, privatisation, dérégulation, retrait de l'État, et ainsi de suite. Ainsi, la question est de savoir s'il existe réellement une grande différence entre les implications politiques, économiques et sociales de ces slogans dans le contexte chinois et dans les autres sociétés.

La seconde idée que je voudrais exposer ici est que le discours dualiste de la Chine autoritaire/socialiste et des États providence occidentaux démocratiques/capitalistes essaie de justifier le déclin du système de sécurité sociale comme, par exemple, le système de soins public, le système de logement public, le système de scolarité obligatoire et le système de redistribution à travers l'imposition (qui a pour but de combler les écarts entre les régions situées à l'intérieur des terres et sur les côtes) dans le processus de privatisation et de marchandisation. La rhétorique de la prétendue contradiction de la Chine - entre autres une économie de marché avec un État autoritaire - n'est pas uniquement une contradiction chinoise, mais une contradiction du néolibéralisme qui résulte du fait que la privatisation, la marchandisation et la dérégulation ou la stabilisation au nom du retrait de l'État sont toujours compatibles avec le désir d'un nouveau genre d'État fort. L'auto-contradiction ou l'argument paradoxal est une caractéristique du néolibéralisme, qui tend à dissimuler en particulier le rapport entre son idéologie et sa pratique, par exemple la juxtaposition de la division entre la politique et l'économie, le retrait de l'État et l'intervention étatique dans l'imposition du processus de privatisation, l'existence du pouvoir politique dans les activités marchandes. Le néolibéralisme est par voie de conséquence une idéologie qui a été utilisée pour défendre le processus de redistribution de la propriété publique au nom des prétendus droits de la propriété privée. Comme je l'ai affirmé dans *China's New Order*, «au niveau théorique, des récits discursifs tels que le "néo-autoritarisme",

*le "néo-conservatisme", le "libéralisme classique", l'intégrisme du marché [...] entretenaient tous différents rapports avec la constitution du néolibéralisme. Le déplacement successif de ces termes de l'un à l'autre (ou même les contradictions entre eux) démontre les changements intervenus dans la structure du pouvoir à la fois en Chine et dans l'ensemble du monde contemporain».* Cela se produit non seulement en Chine, mais aussi dans beaucoup d'autres endroits du monde. Lorsque le plan néo-libéral a décomposé tous les liens de la solidarité sociale, l'anarchie du marché engendre une situation qui semble de moins en moins gouvernable. Ainsi, ce qui se produira ou se produit dans ce monde ouvre les portes au pouvoir autoritaire.

Le prétendu « consensus de Washington » a été généralement résumé dans trois doctrines: la privatisation, la libéralisation et la marchandisation. Cependant, ce résumé lui-même pose problème : la distinction entre le mode néo-libéral et le mode non-néo-libéral de la réforme ne se fonde pas sur la question de savoir si un pays développe une réforme axée sur le marché ou s'il protège ou pas les droits de propriété privée, mais sur la question de savoir dans quel but, sous quels genres de conditions, dans quelle direction, et dans quelle mesure, un pays choisit son mode d'économie et de société. En ce sens, le néolibéralisme n'est pas une conception purement économique mais un programme politique. Ce qui rend à mon avis la question soulevée par cet économiste turc à Istanbul légitime tient aux faits suivants :

Premièrement, le néolibéralisme domine le courant majoritaire de pensée des économistes chinois de même qu'un grand nombre des mesures politiques de l'État (en raison de l'influence de plus en plus importante des groupes de pression nationaux et transnationaux sur le processus d'élaboration des politiques), mais il ne peut pas représenter la totalité de la tendance intellectuelle et l'ensemble de l'orientation politique de l'État. Un grand nombre de problèmes internes et externes au régime font l'objet de débats virulents.

Deuxièmement, et c'est là le point le plus important, bien que les recoupements avec le néolibéralisme soient nombreux, il serait risqué de réduire le processus entier de la réforme chinoise des dernières décennies à la réforme néo-libérale. De nombreux acquis de la réforme chinoise, par exemple la politique d'ouverture, ne sont pas les résultats du néolibéralisme, qui débuta au cours des années 1970; le succès de la phase initiale de la réforme rurale n'est pas à attribuer au néolibéralisme ; sans l'accumulation à long terme durant la période socialiste des années 1950 aux années 1980, et notamment l'implantation de l'économie nationale indépendante à travers le processus de l'industrialisation, la réforme urbaine de la Chine n'aurait pas favorisé avec autant de facilité l'augmentation du PIB au moment de la politique d'ouverture. Nombre de mesures politiques visant à réguler l'économie dans les années 1980 et 1990 ne peuvent être attribuées à la politique néo-libérale générale. En ce sens, il est nécessaire de procéder à une analyse détaillée de l'histoire de la réforme, afin de déterminer clairement quelles sont les raisons véritables des grands progrès, et quelles sont les causes des différentiations sociales et de la crise dans la réforme chinoise. À défaut, nous ferions l'erreur de jeter le bébé avec l'eau du bain. La Chine n'est pas le modèle du néolibéralisme, ni son contre-exemple.

En réalité, bien qu'on ait assisté dans les années 1980 à une forte tendance vers l'orientation néo-libérale, ce n'est pas avant 1992-1994 que le néolibéralisme est devenu à ce point prédominant en Chine. Mon interprétation de la crise sociale, du mouvement social et de la violente répression de ce mouvement par l'État donne un cadre général pour expliquer les origines historiques de cette prédominance. La réponse aux événements de 1989 consista à enclencher une autre vague de réformes économiques, dont certaines rapprochèrent la Chine de l'orthodoxie néo-libérale. Voici comment je les résume dans mon livre : *«La politique monétaire devint un moyen de contrôle essentiel ; il y eut un important ajustement dans le taux de change des devises étrangères, allant dans le sens d'un taux unifié; les exportations et le commerce extérieur en vinrent à être dirigés par les mécanismes de compétition et la prise de responsabilité pour les pertes et profits; la portée du système tarifaire "à double niveau" fut réduite; la zone de développement de Shanghai Pudong a été totalement*

*ouverte et les diverses zones de développement régionales ont toutes été initiées. »*

Surtout, en suivant les débats publics et intellectuels sur la tendance néo-libérale, le gouvernement a progressivement changé l'orientation de ses politiques économiques et sociales. Nous pouvons noter au moins deux aspects de ces changements au niveau politique. Le premier est que le gouvernement prit conscience, au cours des débats sur la crise rurale qui commença à partir de 1999, de sa politique agricole précédente et lança une campagne pour la construction d'une nouvelle zone rurale socialiste, qui incluait l'exemption de l'impôt agricole, un important investissement budgétaire pour remettre sur pied le système médical, le système scolaire et les infrastructures dans la campagne, l'urbanisation, etc., afin de corriger les disparités entre les zones urbaines et les zones rurales, même si le résultat final reste flou. Le second aspect est la reconnaissance par le gouvernement, à la fin de l'année dernière, après la crise de Sars en 2003 et la controverse toujours en cours sur le problème de la santé et du système médical, de l'échec de sa réforme néo-libérale du système médical et sa décision de lancer une nouvelle politique à la fin de cette année. Des transformations similaires se produisent également dans le champ de la réforme de l'éducation, du système de protection sociale et ainsi de suite. Bien qu'il soit trop tôt pour en juger, nous pouvons affirmer que la Chine procède à une réorientation de sa politique réformiste.

### **Quelle différence entre la gauche et la droite?**

Après cette analyse, je peux me concentrer sur le débat intellectuel lui-même. Je voudrais ici résumer les principales distinctions entre gauches et droites. Trois éléments méritent ici toute notre attention. Premièrement, en ce qui concerne le rapport entre l'État et le marché, les intellectuels critiques préfèrent se concentrer sur l'observation du rapport complexe qui les unit, au lieu de schématiquement prendre parti, soit du côté de l'État, soit du côté du marché conformément à leur rapport binaire. L'État est inhérent au marché, et l'opération du marché est liée à l'État; le retrait de l'État lui-même est politique. Il est au moins nécessaire d'analyser l'«État» lui-même

du point de vue de l'analyse politique. Considérer l'État comme un tout homogène ne peut montrer comment l'État fonctionne, ni ne permet de définir le rapport entre les autres pouvoirs sociaux et l'État.

Surtout, la marchandisation de la Chine s'est accomplie dans le cadre d'un processus de division des pouvoirs. Dans ces conditions, les rapports entre les différents niveaux du gouvernement, les différents mécanismes politiques, et le marché, y compris ses groupes de pression particuliers, sont extrêmement complexes. Il y a beaucoup de conflits d'intérêt entre le gouvernement central, les gouvernements locaux et les différents départements de l'État; chaque branche de l'appareil d'État est reliée aux marchés intérieurs et internationaux et à d'autres groupes sociaux de manière extrêmement complexe, et ces différentes connections tendent également à multiplier les relations d'intérêts partagés et conflictuels, qui, à leur tour, se manifestent dans le jeu politique et l'orientation multiple du processus décisionnel public. Ainsi, nous pouvons observer une grande quantité d'orientations contradictoires dans les prétendues «activités étatiques» et nous pouvons aussi découvrir dans le processus décisionnel des différents niveaux et institutions que la cohérence et le conflit coexistent. En ce sens, la méthode consistant à regarder l'«État» comme une unité homogène à analyser s'apparente plus à une construction idéologique.

Deuxièmement, par souci d'acquérir une légitimité, le parti communiste chinois a «radicalement renié» la Révolution culturelle d'un côté, mais de l'autre, il n'a pas «radicalement renié» la Révolution chinoise ni les valeurs du socialisme, en particulier la pensée de Mao Zedong qui est l'achèvement historique de cette tradition moderne. Cette pratique s'est soldée par un double résultat : premièrement, au niveau de la réforme de l'État, cette tradition est devenue un pouvoir interne contraignant, autrement dit chaque décision et transformation importantes du «système du parti- État» doit faire l'objet d'une discussion et d'une lutte avec cette tradition; à tout le moins, une rhétorique particulière doit être utilisée pour établir un rapport harmonieux entre la transformation et cette tradition. Le second résultat est

le suivant : pour les ouvriers, les paysans, et les autres groupes sociaux, cette tradition est devenue une force de légitimité. Ils peuvent se servir de celle-ci pour lutter contre et négocier avec la marchandisation injuste et le processus de privatisation encouragés par l'État. Par là même, ils peuvent dans une certaine mesure limiter l'expansion du néolibéralisme. En ce sens, l'appel à l'héritage socialiste en Chine dans le contexte contemporain n'est pas un appel au retour au socialisme d'État, mais un appel à la justice sociale et un effort contre l'inégalité sociale. En raison des deux résultats susmentionnés, et bien que la réforme en Chine rappelle et recoupe largement la mondialisation néo-libérale, nous ne pouvons affirmer que la totalité de la pratique réformiste de la Chine a suivi le programme néolibéral, sous peine d'attribuer à tort les résultats de la réforme chinoise au néolibéralisme. Il est donc nécessaire d'établir une distinction et d'analyser la différence entre l'idéologie néo-libérale et la pratique de la réforme, afin de pouvoir confirmer les accomplissements positifs de la réforme.

Troisièmement, parce que la mise en pratique de la réforme par l'État est incompatible avec les valeurs socialistes, des conflits internes opposent la réforme et l'opération de l'appareil idéologique de l'État. En raison de ce conflit interne, l'appareil idéologique de l'État s'est en fait déjà transformé, ou est en train de le faire, en un appareil d'État général, qui est un mécanisme de contrôle à travers le pouvoir administratif. Surtout, le parti est devenu une part intégrante de l'État et son rôle n'est plus celui du parti politique dans la Chine du vingtième siècle, mais celui d'un organe politique dépolitisé. En ce sens, l'opération du parti et ses appareils d'État idéologiques chinois contemporains ne fonctionnent pas selon des valeurs ou une idéologie spécifiques, mais selon une logique « dé-politisée » ou « dés-idéologisée », bien qu'il recoure souvent aux langages idéologiques. Par conséquent, l'accusation qui rend l'idéologie socialiste responsable de ces opérations de l'État et de ses conséquences est trompeuse et caduque. Ce que nous devons donc faire, c'est redéfinir le rôle du parti-État au-delà de son apparente continuité.

Les trois aspects ci-dessus ne sont qu'une rapide ébauche de la question complexe de l'État dans les contextes contemporains. Cette complexité démontre au moins qu'on ne peut pas construire une notion homogène de l'État en tant que catégorie analytique. Les multiples explications de l'État montrent au moins qu'une explication comme « le retrait de l'État » est une affirmation ambiguë, sinon une construction idéologique. En même temps, ce genre d'explication offre un espace pour l'analyse politique si bien que nous ne sommes pas simplement dans l'alternative entre l'identification ou la négation complètes de l'État, mais que nous pouvons analyser les différents pouvoirs politiques qui sont inclus dans la catégorie « État ». Dans ce contexte, l'idée n'est pas de choisir entre l'économie de marché ou l'intervention de l'État, mais d'analyser le rapport entre les deux en considérant la manière dont la fonction de l'État change dans l'environnement marchand et quel peut être le rapport entre les deux. Aussi, quand certaines personnes ont lancé une attaque contre l'État au nom du marché, elles ont oublié les changements que cet État avait connus. Au contraire, certains intellectuels, tout en critiquant l'idée néo-libérale du retrait de l'État, suggèrent vigoureusement que la fonction de l'État passe de l'État développementaliste à un État voué à la protection sociale, et soulignent que les mesures politiques de l'État ne devraient plus « *favoriser l'efficacité et se soucier de l'égalité* » mais au contraire « *favoriser l'égalité et se soucier de l'efficacité* » afin de limiter à certains champs les activités marchandes qui privilégient l'efficacité. Je pense que c'est là la construction la plus démocratique et la plus positive.

Le second problème que je voudrais souligner ici est le suivant: par rapport au transfert ou à la privatisation des droits de propriété, les intellectuels s'opposent au dualisme des droits de propriété privée et publique. Ils proposent, à la place, de comprendre les droits de propriété du point de vue des rapports sociaux, et de les concevoir comme une sorte de lien ou d'ensemble de droits. Le débat aujourd'hui en cours portant sur la privatisation ou la clarification des droits de propriété n'est *pas* un débat général concernant les droits de propriété. Il s'intéresse à la re-distribution de la propriété publique au cours de la dé-nationalisation et à son équité. Nous ne pouvons simplifier ce débat en le réduisant à la question de savoir

qui des lois du marché et de l'interférence de l'État est le plus rationnel. Un point central concerne la manière dont la propriété publique se transforme en droits de propriété socialisés, par exemple les droits de propriété des travailleurs, dans la réforme. Certains économistes défendent la privatisation et la marchandisation illimitées, en les concevant comme la seule voie que la Chine puisse emprunter pour parvenir à un ordre basé sur le marché avec des droits de propriété clairs. D'autres libéraux ont découvert que la marchandisation de la Chine n'a pas produit un ordre économique spontané parce que le marché n'est pas libre mais déterminé, dans lequel les activités d'acquisition de rentes du pouvoir politique sont un lien important. Ces libéraux critiquent avec véhémence la réalité, et en appellent à la justice sociale en même temps qu'à la croissance économique. Cependant, ils simplifient également le problème en le réduisant à la question du point de départ égal ou de l'opportunité égale, et refusent de procéder à une analyse historique sérieuse du réarrangement des rapports de propriété. La conséquence de cette simplification est que la privatisation ou la «séparation» est considérée comme un objectif incontestable. Le postulat selon lequel la privatisation est la seule forme réalisable supprime les autres possibilités sociales.

Ici, la véritable différence entre les intellectuels ne porte pas sur la question de savoir si la propriété privée devrait être protégée. La différence réelle réside dans leur attitude par rapport à deux questions: premièrement, la propriété confisquée par l'échange entre le pouvoir et l'argent, ainsi que d'autres moyens illégaux, au cours de la réforme utilisera-t-elle cette occasion de se légaliser? Quel genre de mécanisme peut-on utiliser pour calculer et évaluer la propriété privée? La récente discussion sur la perte de la propriété publique dans la réforme néo-libérale des entreprises publiques touche à cette question. Deuxièmement, étant donné la structure d'endettement de la campagne, la privatisation de la terre va-t-elle mener à nouveau à la perte de leur terre par les paysans ? Mènera-t-elle à un autre processus de fusionnement extrêmement inégalitaire ? Avant que commencent les débats sur la campagne, l'agriculture et les paysans, les intellectuels chinois et les départements gouvernementaux avaient déjà

commencé à discuter du problème de la privatisation foncière. Beaucoup d'économistes approuvent la privatisation de la terre, ainsi que certains fonctionnaires locaux qui en ont déjà tiré profit, mais aussi certains fonctionnaires et départements gouvernementaux qui désirent ajourner la question des responsabilités de l'État. Comme l'a souligné Li Changping, un ancien secrétaire local, à cause de la crise de l'agriculture, les paysans ordinaires ont dû maintenir la production en recourant à l'endettement, et leurs créanciers sont en majorité ceux qui étaient au début les fonctionnaires locaux et les membres de la classe privilégiée; une fois la privatisation mise en œuvre, un grand nombre de paysans perdront leur terre immédiatement. Ainsi, ces paysans dont la voix n'est pas entendue dans la sphère publique, n'accueillent pas favorablement la privatisation des terres. Ici, l'analyse du projet de la privatisation foncière en Chine a donné une preuve concrète de la nécessité de réexaminer la question de la privatisation dans la Chine contemporaine.

Le dernier élément de divergence est l'attitude des intellectuels par rapport à la question de savoir si ce nouveau système encouragera le développement de la démocratie populaire et des droits civiques et supprimera effectivement le «*philistinisme politique*», ou s'il est possible d'étendre les droits du travail tout en discutant des droits de propriété. En 2003, la revue *Dushu* publia une série d'articles traitant de ces questions, au moment où les discussions sur la révision de la constitution chinoise portaient sur l'inclusion de l'article : «*La propriété privée est sacrée et inviolable*». Les discussions ont abouti à certains résultats: même dans la loi du droit de propriété, qui a été votée lors du dernier congrès du peuple au cours du printemps, cet article ne figure pas. A la place, l'article stipule que «*la propriété privée légale est inviolable*». D'autres articles apparentés sont aussi relativement modérés et appropriés. Après dix années de développement, la question des droits de propriété est devenue l'un des problèmes centraux dans les changements sociaux chinois contemporains.

Le troisième problème que je voudrais noter ici, qui est également une question déterminante dans les débats intellectuels actuels, concerne la façon dont comprendre la démocratie, si une démocratie participative est nécessaire, et comment traiter la démocratie formelle? Nombre de pays du tiers-monde ont institué des systèmes démocratiques dans la forme, mais nous découvrons souvent qu'une telle démocratie formelle est le produit et le résultat d'une alliance des élites; elle est dépourvue de mécanismes permettant la participation sociale véritable. Par conséquent, à la différence de ceux qui dogmatisent la démocratie, certaines personnes désabusées ont renoncé à la démocratie. Mais dans la crise universelle de la démocratie - en particulier de la démocratie représentative - dans le monde contemporain, je soutiens que la clé du problème est d'étendre l'influence de la démocratie dans les contextes sociaux concrets, au lieu de la considérer comme une formule prête à l'emploi et reproductible. En fait, la différence entre la démocratie élitiste et la démocratie populaire est une question souvent soulevée mais jamais résolue dans les révolutions chinoises modernes. L'idée néo-libérale des droits se révèle dans l'opposition entre l'individuel et le collectif ou l'État. Cette idée individualiste des droits est conforme à l'idée de la liberté du marché et celle de la propriété privée. En réalité, ces deux dernières idées sont souvent reliées à l'effort des groupes de pression particuliers pour déjouer la tentative de la classe ouvrière et des autres classes sociales de confiner l'expansion illimitée du marché. Par exemple, une telle idée individualiste des droits non seulement ne mentionne que rarement les droits du travail, mais elle essaye de les annuler, parce que le principe de distribution sociale qui accompagne les droits du travail et le confinement de l'expansion du marché freine l'expansion du système de droit individualiste.

La démocratie participative est inévitablement liée aux mouvements sociaux qui se déroulent dans nos sociétés. Généralement, nous pouvons regarder ces mouvements comme des mouvements sociaux en faveur de l'autoprotection dans le contexte de l'expansion du marché. Par exemple, le mouvement des ouvriers pour la sécurité au travail et les droits du travail, le

mouvement des immigrés pour la sécurité sociale et l'égalité des droits, le mouvement de certaines associations pour protéger l'environnement, etc. Ces mouvements se produisent presque tous les jours, mais les partisans de la gauche comme ceux de la droite concentrent leur attention sur le marché et l'État. Il manque ici une analyse et une préoccupation réelles des mouvements sociaux. Il s'agit d'une lacune révélatrice.

Les mouvements sociaux incluent différents types et valeurs et, par conséquent, différents résultats. Un exemple nous en est donné par les mouvements sociaux qui défendent l'extension des droits sociaux. Par conséquent, les mouvements sociaux jouent un rôle substantiel et décisif dans l'expansion des droits démocratiques. Pour autant que je sache, dans certaines zones où la démocratie populaire et l'élection villageoise et communale sont bien implantées, les mouvements qui défendent les droits démocratiques se développent plus rapidement. Les mouvements sociaux et le développement du réseau social local interagissent de manière réciproque et positive.

D'un autre côté, tous les mouvements de protection sociale ne mèneront pas automatiquement à l'expansion du système de droits susmentionné. L'expansion extrêmement rapide du marché a provoqué la désintégration des premiers réseaux et connexions sociaux; cela a pour conséquence non seulement la perte des droits des groupes individuels, mais aussi la désintégration de la société elle-même. Quand la perspective de la désintégration sociale et le mouvement social apparaissent simultanément, il est difficile pour la population de surmonter le sentiment de désespoir ou de se doter d'une identité sociale; les gens n'ont aucune confiance dans le programme identitaire offert par les élites. Dans ce contexte, les mouvements sociaux ont souvent recours à des États ou des dirigeants forts pour maintenir les droits sociaux élémentaires. Les néo-libéraux ont qualifié le soutien et la sympathie de la Gauche de «*populisme*» ou de «*grande démocratie*» (qui désigne le mouvement de masse durant la Révolution

culturelle), cette dernière menant à la dictature sociale. Cependant, comme je l'ai mentionné précédemment, ils ont oublié ou intentionnellement ignoré la logique qui a conduit l'expansion néo-libérale du marché à devenir une porte ouverte à l'autoritarisme (l'Amérique de Bush pourrait en être l'exemple). En ce sens, le passage de la politique économique (centrée sur la croissance du PIB) à la politique sociale (concernée par la justice sociale, le système de protection sociale et le PIB vert, etc.) en Chine au cours des dernières années est une évolution positive.

### **Quelques pistes pour penser l'avenir**

Sur la base des discussions précédentes, nous devons opérer trois différenciations fondamentales.

Premièrement, nous devons établir une différence entre l'idée du marché où la concurrence se déploie librement ou s'ajuste et le processus historique dans lequel l'économie de marché moderne a commencé à exister et fonctionner. Selon cette distinction, la société marchande et ses lois sont constituées et fonctionnent dans les liens réciproques entre l'intervention étatique, l'innovation institutionnelle, la monopolisation, les coutumes sociales et les événements historiques. La libre compétition constitue seulement une partie de ses conditions. Aussi, la critique de la société marchande et de sa crise n'équivaut pas, en réalité, à la négation du système marchand.

Deuxièmement, nous devons établir une différence entre l'idéologie néo-libérale du marché (souvent caractérisée par la demande d'un retrait total de l'État) et l'ordre marchand néo-libéral et les politiques économiques (souvent caractérisées par la dépendance vis-à-vis des actions politiques et exécutives de l'État). Selon cette distinction, l'idéologie néo-libérale demande à l'État d'adopter une politique non- interventionniste, c'est-à-dire de renoncer à sa fonction de protection sociale et de sécurité sociale, d'abandonner ses méthodes économiques pour ajuster les activités

marchandes et, qui plus est, de rompre les liens entre la politique et l'économie. Mais l'abandon de cette fonction est elle-même la conséquence des arrangements à travers les institutions et les politiques concrètes.

La crise des entreprises publiques et de l'agriculture en Chine est la conséquence même du dispositif politique et institutionnel actif. Ainsi, le mot d'ordre contre l'intervention étatique s'avère être la prémisse des mesures politiques étatiques, dont l'essence est une autre forme d'« intervention » active.

Troisièmement, nous devons établir une distinction entre la catégorie de marché et la catégorie de société. Selon cette distinction, les lois et les régulations du marché ne sont pas équivalentes aux lois et aux régulations sociales, et le système démocratique social n'est pas égal au système d'exploitation du marché, si bien que l'orientation de l'État vers la démocratie n'équivaut pas à la transformation de l'État en organes politiques ayant pour but d'établir un système marchand. La crise de 1989 démontre que l'expansion du marché sous la supervision de l'État a créé une crise sociale, alors que la crise sociale est devenue pour l'État l'occasion de contrôler la société (et pas seulement le marché) dans toutes ses dimensions, et que le système du marché a été établi quand la société (et non l'État) s'est complètement retirée du champ de la «politique».

Je voudrais ici exposer quelques tendances basées sur l'analyse ci-dessus.

Premièrement, l'inégalité économique engendrée par l'expansion du marché est toujours étroitement liée aux inégalités existantes dans d'autres champs comme la politique, l'économie et la culture. Ainsi, les luttes pour la liberté (y compris la liberté du contrat de travail, la liberté des échanges, la liberté politique, etc.) doivent en même temps être des luttes pour l'égalité sociale. Le discours qui oppose complètement les appels à l'égalité aux

appels à la liberté doit être rejeté.

Deuxièmement, la résistance contre la monopolisation et la tyrannie autoritaire du marché ne peut être simplement mise au même niveau que la lutte «contre» le marché, parce qu'une telle résistance sociale elle-même inclut les efforts luttant pour la compétition équitable dans le marché et pour la démocratie économique.

Troisièmement, la résistance contre l'hégémonie économique et le monopole multinational ne rime pas avec la fermeture du pays au monde extérieur, et un certain degré de protection commerciale n'équivaut pas à l'«anti-marché». Les mouvements sociaux en rapport avec l'OMC et la lutte entre pays pauvres et pays riches dans les négociations de l'OMC montrent une nouvelle forme de lutte, qui n'est pas opposée aux organisations internationales et aux ajustements internationaux dans leur ensemble d'un point de vue purement nationaliste ou protectionniste, mais qui défend une démocratisation des institutions internationales, y compris l'OMC, et des régulations internationales qui irait jusqu'à la transformation de sa nature grâce aux mouvements sociaux participatifs, et qui relierait en outre la justice économique intérieure à la justice économique internationale. La lutte pour la justice économique est inévitablement une lutte pour le changement social et politique, qui devrait être un mouvement d'orientation socialiste.

Quatrièmement, le mouvement de l'économie fait toujours partie intégrante des conditions sociales, politiques et culturelles, si bien que lutter pour créer les conditions d'une compétition marchande juste n'équivaut pas à se débarrasser du système politique étatique, des coutumes sociales et de tout mécanisme de régulation. Au contraire, la perfection des conditions du marché vise à réformer, limiter et étendre ces systèmes afin de créer les conditions sociales pour l'interaction équitable. En ce sens, la lutte pour la justice sociale et la compétition marchande équitable ne peut être égale à

## *La politique intellectuelle dans la Chine contemporaine*

---

l'opposition à l'intervention étatique. Elle nécessite plutôt une démocratie socialiste, en l'occurrence empêcher l'Etat de devenir le protecteur du monopole intérieur et du monopole international à travers le contrôle démocratique de l'Etat par la société. Ici, la démocratie populaire et participative est encore une impulsion réelle pour la démocratie contemporaine. Nous devons rejeter la méthode consistant à opposer la démocratie populaire et la démocratie formelle. A tous les niveaux, que ce soit au niveau d'un État-nation ou à celui du marché mondial, la lutte pour la liberté se manifesterait nécessairement comme la lutte pour la démocratie et la liberté.

J'expose ces pistes comme une sorte de réflexion par rapport au système démocratique du marché, une sorte de réflexion sur le développement de la société et pas seulement le développement de l'économie. Ce n'est que dans un tel cadre que la lutte pour la justice économique peut être reliée à la lutte pour la justice sociale et la démocratie politique, et à l'exploration de différents modèles de développement.

*(Traduit de l'anglais par Christine Vivier)*